

Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports : ce que propose le Sgen-CFDT

LA FORCE DU SGEN-CFDT :

- ▶ Nous sommes un **syndicat général**, nos adhérents et représentants appartiennent à toutes les catégories et statuts, travaillent dans tous les services et établissements, s'engagent activement pour améliorer les conditions de travail et de rémunération de TOUS les agents, sans esprit corporatiste.
- ▶ **Nous faisons partie de la CFDT**, une organisation syndicale nationale de premier plan, influente dans la Fonction publique, dont l'expertise technique et juridique est reconnue.
- ▶ Nous partageons la même conception d'un **syndicalisme moderne**, progressiste, à la fois combatif et constructif, dont le but est d'**obtenir des avancées sociales par la négociation**.
- ▶ Nous développons une **action syndicale de terrain**, en prise directe avec vos préoccupations en matière de conditions de travail, d'évolution de carrière, de pouvoir d'achat, d'action sociale.

AVEC LE SGEN-CFDT, POUR UNE VISION OUVERTE DU MÉTIER ET DE LA CARRIÈRE D'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Le corps de l'inspection de la jeunesse et des sports a une longue histoire, historiquement indissociable de celle du ministère au fil de ses changements successifs de périmètre.

Pour autant « Jeunesse et Sports » a été passablement bousculé ces derniers temps, et pas seulement depuis la RGPP. Les inspecteurs par contrecoup le sont aussi : banalisation du métier, appauvrissement des perspectives de carrière, sensation d'être un corps en voie de disparition à plus ou moins court terme, ces constats entretiennent le mal-être des quelques centaines de collègues en poste dans les services et les établissements du ministère.

Face à cela il est tentant de réagir par un raidissement corporatiste, focalisé sur l'amélioration ou le maintien d'un avantage comparatif avec les corps techniques du ministère ou d'autres corps d'inspection.

Le Sgen-CFDT refuse cette approche purement défensive, propre au syndicalisme de corps, qui fait trop souvent le jeu de l'administration.

Le Sgen-CFDT a pour ambition de défendre et de promouvoir un service public de l'éducation non formelle, dans le champ du sport et de l'éducation populaire, mis en œuvre par différents corps et métiers, sans faire de fixation sur les modalités d'organisation de ce service public. Celles-ci doivent être les plus appropriées ici et maintenant, sans être nécessairement les mêmes qu'hier.

Dans une telle perspective, les inspecteurs de la jeunesse et des sports ont vocation à être les managers, les experts et les développeurs de politiques mises en œuvre dans le champ ministériel historique, mais aussi dans d'autres : interministériels, inter fonctions publiques. Là est la vraie fidélité à l'histoire de ce corps.

AVEC LE SGEN-CFDT, UNE PRÉSENCE EN CAP POUR DÉFENDRE DES CARRIÈRES ET UN MÉTIER

En CAP, les représentants Sgen-CFDT défendent les intérêts de leurs collègues à des moments importants de leurs carrières (mutation, promotions...), sont vigilants sur leur situation statutaire, indemnitaire et de carrière, veillent particulièrement à l'équité de traitement entre collègues et à la transparence de toutes les décisions les concernant, les informent régulièrement après chaque réunion de la CAP.

Ils exigent aussi de l'administration cohérence, transparence et continuité dans ses propositions.

Au-delà, les représentants élus des inspecteurs présentés par le Sgen-CFDT demandent à l'administration et à la DRH de gérer le corps de l'inspection comme il convient que soit géré un corps d'encadrement dans une fonction publique moderne. Nous ne pouvons plus accepter une gestion au fil de l'eau !

Ils sont attentifs à ce que l'administration prenne en compte chaque collègue avec pour obligation de lui proposer un parcours qui réponde au mieux à ses souhaits en matière de déroulement de carrière, à ses impératifs de vie personnelle et familiale.

Pour le Sgen-CFDT, il y a aussi un enjeu collectif : parvenir à faire évoluer, par la négociation, les modalités de la gestion du corps, de manière à contribuer à son meilleur positionnement dans le paysage des fonctions publiques, et au service de l'intérêt moral et matériel des collègues.

LA RÉORGANISATION DES SERVICES DÉCONCENTRÉS ET LA CRÉATION DES DRDJSCS : QU'EN PENSE LE SGEN-CFDT ?

Pour le Sgen-CFDT, cette réforme consacre un nouvel affaiblissement du ministère de la Jeunesse et des Sports et laisse les personnels de côté.

La CFDT s'était prononcée, dans un courrier interfédéral au Premier ministre comme en intersyndicale, en faveur du niveau régional comme niveau pertinent de structuration de l'action publique, et avait réclamé la création d'unités territoriales JSCS pour assurer l'indispensable proximité et renforcer l'action de nos services auprès des usagers et acteurs locaux, à rebours des choix actuels.

Aujourd'hui le Sgen-CFDT continue de dénoncer l'organisation imposée, comme illisible pour les usagers, incompréhensible et anxiogène pour les agents.

Le Sgen-CFDT s'inquiète aussi de la précipitation avec laquelle la réforme est engagée, et l'absence d'un dialogue social adapté à ce bouleversement.

Cette réforme est mauvaise mais dès lors qu'elle s'applique, dès lors qu'il est évident que toutes les protestations, que tous les boycotts n'y pourront rien changer, nous estimons que nous avons le devoir de tout faire pour limiter la casse, pour que les agents obtiennent des garanties sur leur avenir, leur métiers et leurs conditions de travail.

Un accompagnement RH des réformes à la hauteur des attentes des agents, et un vrai dialogue social de proximité, autour de comités techniques et de CHSCT aux compétences respectées, seront maintenant pour le Sgen-CFDT des priorités absolues sur lesquelles nous ne transigerons pas.

LE SGEN-CFDT FAIT ENTENDRE SA DIFFÉRENCE

Depuis bientôt 6 ans, des organisations syndicales dites majoritaires à Jeunesse et Sports, regroupées dans une intersyndicale, réclament la sortie des ministères sociaux.

Elles ont multiplié les boycotts de réunions de comité technique, mais se retrouvent finalement dans une impasse. Cette dégradation du dialogue social a contribué à détourner l'attention des vrais problèmes, à freiner les avancées attendues sur des dossiers importants.

Aujourd'hui il faut oser le dire : un retour en arrière n'est plus d'actualité, et n'apporterait de toute façon aucune garantie d'une meilleure gestion, bien au contraire !

C'est la raison pour laquelle le Sgen-CFDT a choisi de ne pas faire partie de cette intersyndicale.

Il faut plutôt travailler avec cette DRH des ministères sociaux, obtenir avec elle une meilleure gestion de tous les agents qui travaillent pour le ministère de la Jeunesse et des Sports d'où qu'ils viennent, titulaires comme contractuels, en poste dans les services et les établissements.